

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2023-40 du 17 novembre 2023

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. Les présidents américain et chinois s'entretiennent en marge du sommet de l'APEC
2. Les États-Unis et l'Indonésie annoncent un partenariat stratégique profondi
3. Les États-Unis et le Japon renforcent leur coopération économique et technologique
4. Les membres de l'IPEF s'accordent sur les piliers « économie propre » et « économie juste »

### Climat – énergie – environnement

5. Les présidents américain et chinois soulignent l'importance de coopérer sur le climat
6. La Maison-Blanche annonce la publication de la 5<sup>e</sup> évaluation nationale du climat
7. Les États-Unis et l'Indonésie indiquent approfondir leur partenariat énergétique et minéral pour lutter contre le changement climatique

### Transport et infrastructure

8. Le Département du Trésor publie une analyse sur les effets positifs de la loi bipartisane pour les infrastructures, à l'occasion de son deuxième anniversaire

### Industrie

9. Microsoft annonce le lancement de ses propres puces destinées à l'IA

### Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA rééquilibre le contrat d'intégration entre les entreprises volaillères et les éleveurs

### Numérique et innovation

11. La FCC adopte de nouvelles règles contre la discrimination dans les futurs projets d'infrastructures haut-débit
12. L'administration Biden publie une nouvelle « stratégie nationale du spectre électromagnétique »
13. Une nouvelle initiative bipartisane a été présentée au Sénat pour réguler l'intelligence artificielle

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. Les présidents américain et chinois s'entretiennent en marge du sommet de l'APEC

Le président américain Joe Biden s'est entretenu le 15 novembre avec son homologue chinois Xi Jinping en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), qui se tient actuellement à San Francisco. Dans le cadre de cet échange, les deux dirigeants se sont [accordés](#) pour rétablir un dialogue bilatéral sur le plan militaire et créer un groupe de travail visant à coordonner leurs approches en matière de lutte contre la prolifération de stupéfiants, en particulier le fentanyl. Le président américain a par ailleurs fait état de sa préoccupation à propos des « pratiques commerciales déloyales [...] et des mesures punitives à l'encontre des entreprises américaines » adoptées par la Chine et indiqué que les États-Unis « continueraient à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les technologies de pointe américaines ne soient utilisées pour porter atteinte à notre sécurité nationale, sans limiter indûment le commerce et l'investissement ». À la suite de cet entretien, le président chinois Xi Jinping a pris part à un dîner en présence de la communauté d'affaires sino-américaine, lors duquel il a [affirmé](#) sa volonté de « promouvoir le dialogue et la coopération entre les deux pays dans les champs diplomatique, économique et commerciaux », tout en déclarant que « la première question à laquelle il convenait de répondre était de savoir si la Chine et les États-Unis se considéraient comme adversaires ou partenaires ». Cette déclaration est intervenue alors que certains représentants du Congrès américain ont manifesté leur désaccord concernant la venue du président chinois. Le président de la Commission spéciale sur la Chine, Mike Gallagher (R-Wisconsin), s'est notamment [rendu](#) à San Francisco en amont de la rencontre entre les deux dirigeants pour soutenir les membres d'un groupe dissident opposé à la politique menée par le gouvernement chinois. Un groupe bipartisan de sénateurs a par ailleurs [appelé](#) les douanes américaines à la vigilance concernant une potentielle stratégie de contournement par la Chine de la réglementation en vigueur sur le travail forcé par l'intermédiaire de pays bénéficiant d'un accord commercial avec les États-Unis.

## 2. Les États-Unis et l'Indonésie annoncent un partenariat stratégique approfondi

À l'occasion de la visite officielle du Président indonésien Joko Widodo à Washington, le 13 novembre, les États-Unis et l'Indonésie ont [décidé](#) d'« élever » leur relation au rang de « partenariat stratégique approfondi » (« *comprehensive strategic partnership* »). Cette annonce, intervenue deux jours avant la rencontre entre le Président Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping (*cf. supra*), place Washington au même niveau diplomatique que Pékin vis-à-vis de Jakarta, la Chine ayant déjà conclu un tel partenariat stratégique approfondi avec l'Indonésie en 2013. La déclaration conjointe

[publiée](#) à l'issue de l'entretien entre J. Biden et J. Widodo comporte une longue section dédiée aux enjeux économiques. Les deux présidents se sont engagés à travailler au renforcement de leur relation commerciale et d'investissement, y compris en s'appuyant sur l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA) existant entre leurs pays depuis 1996. Le Président Biden a également exprimé son soutien à la candidature de l'Indonésie à l'accession au statut de membre de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Les deux chefs d'État ont aussi convenu de développer un plan d'action afin de promouvoir des investissements liés à des standards élevés en matière de droits des travailleurs et de protection de l'environnement dans le secteur des minéraux critiques. Dans le contexte où l'Indonésie exprime depuis plusieurs mois le souhait de négocier avec Washington un accord sur les minéraux critiques similaire à celui conclu en mars dernier entre les États-Unis et le Japon, permettant aux minéraux originaires de ce pays d'être couverts par le dispositif américain de crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres de l'Inflation Reduction Act [voir [Brèves Sectorielles du 14 avril 2023](#)], la déclaration conjointe précise que ce nouveau plan d'action vise à « établir des fondations pour lancer de futures négociations pour un accord sur les minéraux critiques ». Quelques semaines avant la rencontre entre J. Biden et J. Widodo, un groupe bipartisan de sénateurs avait justement exhorté l'administration à ne pas négocier un tel accord avec l'Indonésie en raison de préoccupations sur le faible niveau de protection des droits des travailleurs du secteur minier indonésien et de l'impact de ce dernier sur l'environnement [voir [Brèves Sectorielles du 27 octobre 2023](#)]. Enfin, selon une fiche technique [publiée](#) par la Maison-Blanche, les États-Unis et l'Indonésie se sont engagés à mettre en œuvre un certain nombre d'actions pour favoriser la résilience des chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs entre les deux pays, à commencer par un examen de l'écosystème actuel et des besoins de l'Indonésie en termes de main d'œuvre et d'infrastructures dans ce secteur.

### 3. Les États-Unis et le Japon renforcent leur coopération économique et technologique

Les États-Unis et le Japon ont signé le 14 novembre une déclaration conjointe visant à renforcer leur coopération dans les champs économique et technologique. Cette déclaration, [adoptée](#) dans le cadre de la seconde réunion du comité consultatif de politique économique associant les ministres des affaires étrangères et du commerce américains et nippons (également connu sous la dénomination « 2+2 »), vise à coordonner les mesures adoptées par les deux pays et promouvoir les échanges entre leurs communautés d'affaires et scientifiques. Le premier pilier de cette déclaration commune vise à renforcer l'ordre économique dans la région Indopacifique, en (i) promouvant la mise en œuvre de pratiques économiques et commerciales équitables, (ii) luttant contre les pratiques déloyales et les mesures de coercition économique (notamment les restrictions aux exportations), (iii) favorisant la

création de chaînes de valeur résilientes et durables et (iv) assurant la protection des données personnelles. Le second pilier de la déclaration prévoit de renforcer la protection des technologies identifiées comme critiques et émergentes. Concernant les semi-conducteurs de nouvelle génération, les deux pays prévoient d'accélérer les travaux de R&D menés conjointement par le Leading-edge Semiconductor Technology Center (LSTC) japonais et l'US National Semiconductor Technology Center (NSTC) sur ce sujet. Dans le domaine des technologies quantiques, les États-Unis et le Japon entendent (i) approfondir la coopération bilatérale et (ii) initier des discussions sur l'élaboration de standards internationaux permettant le développement de chaînes d'approvisionnement solides pour la filière quantique. Enfin, concernant la sécurité énergétique, les deux pays plaident pour une coopération approfondie dans le domaine du nucléaire civil afin de soutenir la conception de réacteurs nucléaires avancés et le développement de chaînes de valeur résilientes dans le secteur de l'hydrogène. Le communiqué mentionne par ailleurs la poursuite d'une coopération bilatérale en matière de contrôle export, avec une attention portée aux secteurs de la microélectronique et des systèmes de surveillance.

#### 4. Les membres de l'IPEF s'accordent sur les piliers « économie propre » et « économie juste »

En marge du Sommet de l'APEC, à San Francisco, les pays membres du Cadre économique Indopacifique (IPEF) ont [tenu](#) successivement un septième cycle de négociations, du 5 au 12 novembre, une réunion ministérielle, les 13 et 14 novembre, et une réunion des chefs d'État, le 16 novembre. À l'issue de la ministérielle, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo a [indiqué](#) que les trois piliers de l'IPEF dont la négociation étaient à sa charge (le pilier II sur les chaînes d'approvisionnement ; le pilier III sur l'économie propre ; et le pilier IV sur l'économie juste) avaient pu être complétés. Selon un [communiqué](#) du Département du Commerce en date du 16 novembre, le pilier chaînes d'approvisionnement, sur lequel un accord avait été trouvé en mai dernier lors de la ministérielle de l'IPEF à Détroit [voir [Brèves Sectorielles du 2 juin 2023](#)], a fait l'objet d'une cérémonie de signature par les 14 pays partenaires de l'IPEF le 14 novembre.

S'agissant de l'« économie propre », le communiqué du Département du Commerce précise que les partenaires de l'IPEF entendent prendre un ensemble de mesures destinées à accélérer la recherche et la commercialisation de technologies et énergies propres, renforcer les chaînes d'approvisionnement en technologies et intrants clés pour la transition énergétique, promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et la décarbonation, développer des standards en matière de certification des crédits carbone, et fournir aux pays qui en ont besoin l'assistance technique nécessaire à leur transition vers une économie propre. Un pan important de ce pilier réside aussi dans la facilitation des investissements et de l'accès au financement. Dans cet objectif, un « Forum des investisseurs dans

l'économie propre de l'IPEF » devrait se tenir chaque année, avec une première édition d'ores et déjà prévue à Singapour en 2024. Les partenaires de l'IPEF ont également décidé d'établir un fonds (« *IPEF Catalytic Capital Fund* ») administré par le *Private Infrastructure Development Group*, structure destinée à mobiliser les investissements privés dans les infrastructures durables, afin de soutenir les objectifs du pilier « économie propre ».

S'agissant du pilier « économie juste », le communiqué du Département du Commerce détaille des engagements à prendre des mesures de prévention, de détection et de sanction des actes de corruption et de blanchiment d'argent, ainsi que des mesures de transparence fiscale ou encore de protection des droits des travailleurs. L'accord sur ce pilier prévoit aussi l'établissement d'un Cadre pour le renforcement des capacités (« *Capacity Building Framework* », CBF), visant à soutenir les capacités des partenaires à mettre en œuvre ces objectifs, et la tenue de réunions annuelles afin de discuter des défis rencontrés et des éventuels besoins en matière d'assistance technique.

Enfin, le communiqué du Département du Commerce indique que les partenaires de l'IPEF ont convenu d'un « Accord sur l'IPEF » visant notamment à établir un « Conseil » et une « Commission conjointe ». La première de ces structures serait chargée des sujets affectant l'ensemble des quatre piliers de l'IPEF, y compris la possibilité d'ajout de nouveaux pays membres ou de négociation de nouveaux accords. La Commission conjointe veillerait plus spécifiquement au travail accompli aux termes des piliers II, III, et IV.

Ces trois nouveaux accords doivent désormais faire l'objet d'un examen juridique dans chacun des pays membres de l'IPEF avant d'être formellement signés et ratifiés. En revanche, la négociation du pilier I de l'IPEF, sur le commerce, à la charge de la Représentante au Commerce (USTR) K. Tai, reste à finaliser.

## Brèves

- Le 15 novembre, un groupe bipartisan de 38 représentants, dont le Président et la *ranking member* du Caucus sur le commerce numérique de la Chambre, D. Lahood (R – Illinois) et S. Debene (D – Washington), ont [adressé](#) une lettre à la Représentante au Commerce (USTR) K. Tai, exprimant leur « opposition » au retrait du soutien américain de certaines propositions sur le commerce numérique dans le cadre des négociations en cours à l'OMC, annoncé le mois dernier [voir [Brèves Sectorielles du 27 octobre 2023](#)]. Selon les auteurs de la lettre, cette décision, qui avait été prise « sans consultation suffisante du Congrès », était « contraire aux intérêts des travailleurs et des entreprises américaines de toutes tailles et céd[ait] davantage de levier à d'autres puissances étrangères, y compris la République populaire de Chine, qui ont pour ambition d'écrire les règles de l'économie numérique du XXI<sup>e</sup> siècle ».

- Le 15 novembre, le Département américain du Trésor a [désigné](#) un citoyen costaricien accusé de contribuer au développement du narcotraffic au Costa Rica.
- Le 16 novembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) 3 entités domiciliées aux Émirats arabes unis, accusées d'avoir fait appel à des prestataires de services basés aux États-Unis pour acheminer via leur navire du pétrole au-dessus du niveau de prix fixé dans le cadre du mécanisme de plafonnement du prix de pétrole (« price cap »).
- Le 16 novembre, les Départements américains d'État et du Trésor ont [adopté](#) des sanctions à l'encontre de 10 individus et 18 entités évoluant dans la région des Balkans, accusés de contribuer à des pratiques de corruption et d'influence au profit de la Russie.
- Le 17 novembre, les Départements américains d'État et du Trésor ont [désigné](#) 7 individus et une entité affiliés à des milices accusées d'être soutenues par le Corps des gardiens de la révolution islamique en Iran.

## Climat – énergie – environnement

### 5. Les présidents américain et chinois soulignent l'importance de coopérer sur le climat

Le 15 novembre, le Président Joe Biden a [tenu](#) un sommet avec le président Xi Jinping, à Woodside, en Californie (*cf. supra*). Le communiqué rapporte que les deux dirigeants ont souligné l'importance de travailler ensemble au cours de cette décennie critique pour accélérer les efforts de lutte contre la crise climatique. Les deux chefs d'État se sont félicités des discussions positives qui ont eu lieu récemment entre leurs envoyés spéciaux respectifs pour le climat, notamment sur les mesures nationales visant à réduire leurs émissions, les approches communes à adopter pour assurer le succès de la COP 28 et sur la mise en place du groupe de travail sur le renforcement de l'action climatique.

Les deux dirigeants sont convenus que leurs équipes assureront le suivi de leurs discussions à San Francisco en poursuivant la diplomatie et les interactions de haut niveau, notamment par des visites mutuelles et des consultations de travail permanentes dans les domaines clés.

### 6. La Maison-Blanche annonce la publication de la 5<sup>e</sup> évaluation nationale du climat

Le 14 novembre, le président Biden a [annoncé](#) la publication de la cinquième évaluation nationale du climat, le principal rapport du gouvernement américain sur les incidences du changement climatique. Cette [évaluation](#) résulte d'un travail interagence

mandaté par le Congrès, la loi sur la recherche en matière de changement climatique (*Global Change Research Act, 1990*) prévoyant que cette évaluation soit produite tous les quatre ans.

Cette dernière évaluation montre que les phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique constituent une menace qui s'intensifie rapidement. Ces phénomènes coûtent aux États-Unis au moins 150 Md\$ chaque année. L'évaluation indique que cette année a établi un record en ce qui concerne le nombre de catastrophes climatiques qui ont coûté plus d'1 Md\$ aux États-Unis. Les États-Unis subissent désormais une catastrophe d'au moins 1 Md\$ toutes les trois semaines en moyenne, contre une fois tous les quatre mois dans les années 1980.

Selon l'évaluation, les émissions annuelles de gaz à effet de serre des États-Unis ont diminué de 12 % entre 2005 et 2019. L'évaluation indique que cette tendance est en grande partie due à des changements dans la production d'électricité : l'utilisation du charbon a diminué, tandis que l'utilisation du gaz naturel et des technologies renouvelables a augmenté, ce qui a entraîné une baisse de 40 % des émissions du secteur de l'électricité. En 2020, 80 % des nouvelles capacités de production d'énergie proviennent d'énergies propres.

Le communiqué de la Maison-Blanche souligne que 6 Md\$ de fonds fédéraux ont été engagés pour rendre les collectivités du pays plus résilientes aux impacts du changement climatique. Il mentionne notamment 3,9 Md\$ pour la modernisation du réseau électrique américain et 2 Md\$ pour soutenir des projets dans les collectivités économiquement défavorisées qui déploient des énergies propres ou renforcent leur résilience climatique.

## 7. Les États-Unis et l'Indonésie indiquent approfondir leur partenariat énergétique et minéral pour lutter contre le changement climatique

Le 13 novembre, les présidents Biden et Widodo se sont [rencontrés](#) à Washington et ont indiqué avoir l'intention d'élargir leur coopération sur toutes les questions d'intérêt commun, et notamment celui du développement durable. Ils ont reconnu que la crise climatique constitue une menace existentielle.

Le communiqué indique que les États-Unis et l'Indonésie ont l'intention de poursuivre un programme ambitieux de coopération dans les domaines des énergies propres : éolienne, solaire, nucléaire et géothermie.

Les deux pays se félicitent de la coopération bilatérale entre le secteur public et le secteur privé pour la réalisation d'études de faisabilité en vue de déployer la technologie des petits réacteurs modulaires (SMR).

Le président Biden et le président Joko Widodo reconnaissent le leadership mondial de l'Indonésie dans les chaînes de valeur du nickel, du cobalt et d'autres minéraux critiques. Ils soulignent la

possibilité de créer des emplois dans la chaîne d'approvisionnement dans les deux pays grâce à un partenariat solide entre les États-Unis et l'Indonésie. Les États-Unis et l'Indonésie annoncent un protocole d'accord sur l'énergie durable et le développement minier. Cet accord devrait faire progresser la coopération technique et améliorer les technologies et les pratiques d'exploitation minière et de traitement des minerais. Les deux pays s'engagent à élaborer un plan d'action sur les minéraux critiques qui englobe tous ces axes d'efforts et vise à accroître les investissements dans les secteurs des minéraux critiques dans les deux pays.

Le communiqué indique enfin que l'engagement des dirigeants à s'attaquer aux facteurs et aux impacts du changement climatique se reflète également dans les efforts conjoints tels que le groupe de travail bilatéral américano-indonésien sur les forêts, la nature et le climat. Les États-Unis et l'Indonésie entameront également un dialogue sur l'augmentation des financements et des investissements en faveur du climat dans les secteurs de la forêt afin de soutenir les réductions d'émissions et une économie durable.

## Brèves

- Le 16 novembre, la Vice-Présidente des États-Unis, Kamala Harris, a [rencontré](#) le Président des Philippines, Ferdinand Marcos, en marge de la réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à San Francisco. La Vice-présidente et le Président ont salué la conclusion d'un accord de coopération nucléaire civile qui doit approfondir leur partenariat. Selon le communiqué, cet accord constituera la base juridique des exportations américaines d'équipements et de matières nucléaires vers les Philippines.
- Le 15 novembre, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) des opportunités de financement à hauteur de 3,5 Md\$ pour la production américaine de batteries ou leurs matériaux/composants. Cette opportunité est la deuxième tranche d'une enveloppe totale de 6 Md\$ prévue par la loi bipartisane pour les infrastructures. Afin de compléter les investissements de la première tranche, cette seconde tranche donne la priorité aux technologies de nouvelle génération, en plus des technologies lithium. Le DoE appelle à la présentation de projets d'installations de production de matériaux pour les cathodes et les anodes.
- Le 14 novembre, le DoE a [annoncé](#) l'octroi de plus de 444 M\$ pour soutenir 16 projets sélectionnés dans douze États afin de renforcer l'industrie américaine de la gestion du carbone. Ces fonds proviennent de la loi bipartisane pour les infrastructures. Le DoE indique que les projets ont été sélectionnés en vue de soutenir le développement de nouveaux projets commerciaux de stockage du carbone à grande échelle, ayant chacun la capacité de stocker au moins 50 millions de tonnes métriques ou plus de CO<sub>2</sub> sur une

période de 30 ans. Tous les projets soutiendront l'initiative CarbonSAFE (*Carbon Storage Assurance Facility Enterprise*), gérée par l'Office of Fossil Energy and Carbon Management (FECM) du DoE. Le National Energy Technology Laboratory (NETL) du DoE, qui relève du FECM, gèrera les projets sélectionnés.

- Le 11 novembre, le Département de l'Intérieur (DoI) a [indiqué](#) que 18,2 Md\$ de recettes fiscales avait été collectées au titre des revenus de la production d'énergie sur les territoires fédéraux et tribaux pour l'exercice fiscale 2023. Le communiqué indique que, sous la Présidence Biden, la production d'énergie aux États-Unis a atteint un niveau record sur les terres publiques et privées du pays. Les entreprises paient des primes, des loyers ou des redevances pour produire de l'énergie et des minéraux sur les territoires fédéraux. Ces paiements bénéficient notamment aux gouvernements fédéraux et locaux. Les États qui reçoivent les versements les plus élevés sur la base de ces activités sont le Nouveau Mexique (2,93 Md\$), le Wyoming (832 M\$), la Louisiane (177 M\$), le Colorado (153 M\$), le Dakota du Nord (132 M\$), l'Utah (123 M\$) et le Texas (108 M\$).

## Transport et infrastructure

### 8. Le Département du Trésor publie une analyse sur les effets positifs de la loi bipartisane pour les infrastructures, à l'occasion de son deuxième anniversaire

Le 15 novembre, à l'occasion des deux ans de la promulgation de la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL), le Département du Trésor a [publié](#) une [analyse](#) décrivant la façon dont la BIL a renforcé les capacités de production à long terme aux États-Unis, tout en créant un avenir plus juste pour les Américains des communautés économiquement défavorisées. L'analyse souligne notamment que :

- L'augmentation, observée au cours des deux dernières années, du ratio des investissements en capital des États et des collectivités locales rapportés au PIB est la plus importante depuis 1979 ;
- Les financements annoncés et accordés par la BIL, rapportés au nombre d'habitants, bénéficient davantage aux États qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire ceux dont l'infrastructure est la moins bien notée ;
- La BIL a ainsi contribué à inverser une tendance historique selon laquelle ce sont les États où les revenus des ménages sont les plus élevés qui investissent davantage dans les infrastructures.

Le communiqué du Département du Trésor réaffirme le rôle central de la BIL dans le cadre du programme « Investing in America » promu par le Président Biden. Dans son discours à l'occasion de cet anniversaire, la Secrétaire au Trésor Janet Yellen a [déclaré](#) que « la

BIL, ainsi que le CHIPS and Science Act et l’Inflation Reduction Act, [illustraient] la conviction du Président et la mienne que la force économique de l’Amérique provient de notre classe moyenne, et que nous devrions chercher à faire croître notre économie de bas en haut, et non de haut en bas ». Rappelant que l’administration Biden avait annoncé dans le cadre de la BIL un financement de près de 400 Md\$ allant à plus de 40 000 projets ou lauréats, elle a également souligné que ces investissements avaient permis de créer des emplois bien rémunérés dans le secteur de la construction, dont beaucoup étaient des emplois syndiqués qui ne nécessitaient pas de diplôme universitaire.

## Brèves

- Le Secrétaire aux transports américain Pete Buttigieg s’est [rendu](#) le 8 novembre en Ukraine où il a rencontré des membres du gouvernement, [dont](#) le Président ukrainien Volodymyr Zelenskyy. Les discussions ont porté sur la reprise économique de l’Ukraine et les efforts visant à rétablir son autosuffisance économique, notamment en soutenant les investissements dans les infrastructures de transport et les réformes qui favoriseront le retour à une croissance tirée par le secteur privé. Le Secrétaire Buttigieg, en coordination avec le Département d’État américain, a également nommé à cette occasion un conseiller de haut niveau en transport qui sera posté à Kiev, Robert Mariner. Passé par un poste similaire à Kaboul en Afghanistan, R. Mariner sera chargé, à titre consultatif, de fournir une assistance technique et de partager les meilleures pratiques en matière de réalisation de projets d’infrastructure avec l’Ukraine.

# Industrie

## 9. Microsoft annonce le lancement de ses propres puces destinées à l’IA

Microsoft a [dévoilé](#) mercredi 15 novembre, lors de sa conférence annuelle Ignite, le lancement de deux nouvelles puces faites sur mesure pour l’intelligence artificielle. Cette annonce survient dans un contexte où de plus en plus de développeurs cherchent des alternatives à Nvidia, qui domine largement le marché. Microsoft a ainsi présenté deux nouveaux processeurs : une puce à usage général, baptisée Cobalt (basée sur le design des puces ARM), et un accélérateur spécialisé dans l’IA, appelé Maia. Une puce d’accélération souvent abrégée en « accélérateur » est une puce spécialement fabriquée pour répondre aux exigences complexes de l’IA en termes de puissance calculatoire et d’efficacité de traitement. Ces derniers seront déployés dans les data centers Azure de Microsoft en 2024 et visent notamment à soutenir les activités d’OpenAI et de Copilot. Cette initiative de Microsoft, quelques années après les lancements par ses rivaux Google et Amazon de

leurs propres accélérateurs spécialisés dans l'IA, témoigne de la volonté de l'entreprise de rattraper son retard dans le secteur, et de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs externes.

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## 10. L'USDA rééquilibre le contrat d'intégration entre les entreprises volaillères et les éleveurs

L'USDA va [publier](#) le « Transparency in Poultry Grower Contracting and Tournement ». Ce règlement vise à mieux protéger les éleveurs de volaille liés à des entreprises par des contrats d'intégration.

Aux États-Unis, quelques grandes entreprises placent chez des éleveurs des lots de poussins où ils sont élevés jusqu'à leur âge d'abattage. L'entreprise récupère ensuite les animaux, les abat et les vend. L'entreprise rémunère l'éleveur en fonction du nombre de poulets qu'il livre mais également par un système de primes et pénalités déterminées en fonction de son classement relativement aux autres élevages sous contrat.

Le règlement de l'USDA cherche à lutter contre l'opacité de ces mécanismes de rémunération variable, fortement critiqués par les éleveurs. Les mesures envisagées visent ainsi à renforcer la transparence de ces contrats, à mieux répartir les responsabilités et à assurer une meilleure information des éleveurs. Seules les entreprises abattant plus de 900 000 kg de volaille par semaine (ou 47 millions de kilogrammes par an) sont concernées par ce règlement.

Les entreprises volaillères devront désormais fournir :

- Une information aux éleveurs quant aux résultats économiques auxquels ils peuvent s'attendre (volume annuel de poussins fournis et prix de rachat des poulets, notamment) ;
- La publication des revenus des autres éleveurs avec lesquels elles ont contractés et une clarification du mode de calcul de la rémunération versée à l'éleveur ;
- La garantie du placement d'un minimum de lots de poussins pour assurer un revenu minimum ;
- Des informations sur la manière dont l'entreprise traitera les aléas de production de l'éleveur ;
- Des informations sur les modalités de vente par l'éleveur de son exploitation.

Ce règlement s'inscrit dans la mise en œuvre de l'[executive order](#) du Président Joe Biden sur la promotion de la concurrence dans l'économie américaine et notamment dans le secteur de la [transformation de la viande](#). Ce texte amende une nouvelle fois le

« [Packers and Stockyards Act](#) », la loi anti-trust du secteur agricole datant de 1921.

## Brèves

- Le Congrès a adopté le 15 novembre la loi budgétaire temporaire (*Continuing Resolution*) qui permettra d'éviter l'arrêt de l'activité (*shutdown*) de l'administration. S'agissant de l'agriculture, ce texte permet le financement de l'USDA et de la FDA jusqu'au 19 janvier 2024 et une prolongation du *Farm Bill* de 2018 jusqu'à la fin de l'année fiscale en cours, soit jusqu'au 30 septembre 2024.
- L'USDA confirme [l'autorisation](#) des importations de viande de bœuf paraguayen. Les importations étaient interdites du fait d'une gestion sanitaire de la fièvre aphteuse reposant sur la vaccination. Le Paraguay a obtenu cette autorisation à la suite de visites en 2008 et 2014 de l'USDA et de l'inspection de leur stratégie en 2022. La fièvre aphteuse est absente en Amérique du Nord et en Europe, c'est une maladie hautement contagieuse qui touche exclusivement le bétail.
- La gestion des incendies ne se résume pas à la seule gestion des feux de forêts d'après l'article [publié](#) dans la revue *Science* par une équipe de l'université du Wisconsin qui relève que deux tiers des incendies des 30 dernières années concernaient des étendues herbagères et arbustives. Selon la même étude, les risques sur l'habitat s'intensifient du fait de l'extension des zones urbaines et de l'absence de gestion du risque sur ces espaces.

# Numérique et innovation

## 11. La FCC adopte de nouvelles règles contre la discrimination dans les futurs projets d'infrastructures haut-débit

La Federal Communications Commission (FCC) a [adopté](#), par un vote de 3 contre 2, de nouvelles règles visant à assurer que le renforcement des infrastructures télécoms soit réalisé de manière non-discriminatoires par les fournisseurs internet.

En vertu des nouvelles règles, la FCC pourra enquêter sur d'éventuels cas de discrimination, faciliter la médiation avec les entreprises et, si nécessaire, sanctionner les entreprises qui enfreignent les règles. La FCC examinera les plaintes des consommateurs concernant la discrimination numérique par le biais d'un portail amélioré. Enfin, la FCC a adopté un guide de bonnes pratiques qui soutiendra les gouvernements locaux et tribaux dans leurs efforts pour lutter contre la discrimination numérique.

Alors que les démocrates dépeignent cette décision comme une avancée majeure dans la lutte contre les inégalités, les républicains

(dont Ted Cruz) et l'industrie des télécoms critiquent cette initiative qui devrait être contestée devant les tribunaux américains. Toutefois, certains analystes, à l'instar du New Street Research, [estiment](#) que ces règles, ciblant le comportement futur plutôt que passé des fournisseurs, présentent un risque minime pour l'industrie.

## 12. L'administration Biden publie une nouvelle « stratégie nationale du spectre électromagnétique »

L'administration Biden a [annoncé](#) le 13 novembre une stratégie nationale visant à améliorer l'accès au spectre électromagnétique pour répondre à la demande croissante en technologies sans fil. Décrite comme un « plan d'action pour l'innovation américaine, la compétitivité et la sécurité », cette initiative prévoit la réaffectation de larges portions du spectre électromagnétique et un partage plus efficace des bandes de fréquence entre les utilisateurs. Élaborée par la National Telecommunications Information Administration (NTIA), avec la contribution de la Federal Communications Commission (FCC) et d'autres agences fédérales, la stratégie repose sur quatre piliers : (i) création d'un « pipeline de spectre », pour assurer le leadership des États-Unis, notamment par l'étude de la réaffectation de 2 786 MHz du spectre radioélectrique ; (ii) collaboration entre le secteur privé et les agences gouvernementales pour une planification à long terme ; (iii) accroissement de l'accès au spectre grâce à des technologies de pointe, avec des initiatives sur 12 à 18 mois pour promouvoir la recherche et l'investissement ; (iv) développement de l'expertise en spectre et sensibilisation nationale, incluant la formation de profession.

## 13. Une nouvelle initiative bipartisane a été présentée au Sénat pour réguler l'intelligence artificielle

Dans une démarche bipartisane, une nouvelle proposition législative visant à encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle a été [introduite](#) au Sénat américain. Baptisée AI Research, Innovation and Accountability Act, cette proposition de loi est portée par les sénateurs John Thune (R-S.D.) et Amy Klobuchar (D-MN). Elle exige des organisations qui développent et déploient des technologies d'IA, particulièrement dans des domaines à haut risque (comme la collecte de données biométriques), de procéder à des évaluations pour atténuer les risques associés. De plus, les plateformes en ligne devraient informer les utilisateurs lorsqu'ils sont exposés à du contenu généré par IA. Le projet de loi prévoit également que le National Institute for Standards and Technology (NIST) mène des recherches pour développer des normes distinguant le contenu humain de celui généré par IA.

La loi définit également les technologies à « impact critique », incluant les modèles d'IA utilisés pour gérer ou opérer des infrastructures critiques, telles que définies par le Patriot Act. Cette définition englobe des secteurs variés, allant des communications à l'énergie, en passant par l'agriculture et l'alimentation.

## Brèves

- YouTube a [annoncé](#) une nouvelle politique exigeant que les créateurs de contenu indiquent si leurs vidéos utilisent l'IA pour créer des scènes réalistes de synthèse. Les spectateurs pourront demander la suppression de contenus simulant des individus identifiables, bien que certaines exceptions s'appliqueraient. Cette mesure intervient dans le contexte de l'essor des systèmes d'IA générative dans la création de contenus vidéo.
- Basée à San Francisco, l'entreprise Humane s'apprête à [lancer](#) l'AI Pin, un dispositif IA portatif à 699 \$ visant à remplacer le smartphone. Ce badge, qui s'attache aux vêtements grâce à un aimant, s'appuiera sur la commande vocale, une caméra grand angle, un pavé tactile et un affichage innovant projeté par laser. Vendu avec un abonnement mensuel de 24 \$, le pin offre des appels, textes, et requêtes IA illimités. Malgré son potentiel, l'AI Pin, qui manque de nombreuses fonctionnalités de base d'un smartphone et nécessite un investissement initial élevé, fait face à des défis considérables. Humane planifie d'ajouter des fonctionnalités et de permettre aux développeurs d'intégrer leurs services à l'avenir.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington  
[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis  
Abonnez-vous [ici](#)